



# ENSEMBLE!

MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE  
DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

## L'Édito

### Déjouer les pièges du RN

Les député·es du RN seront les premier·es à bénéficier d'une «niche parlementaire» qui permet aux groupes représentés à l'Assemblée Nationale de soumettre au vote leurs propres propositions de lois. Le RN a déjà annoncé qu'il présenterait une proposition d'abrogation de la contre-réforme des retraites, se donnant ainsi à bon compte une image «sociale» de défenseur des couches populaires. Sauf qu'il s'agit d'une image usurpée derrière laquelle ce parti prône de manière constante la baisse des cotisations sociales et de la fiscalité ; c'est à dire un assèchement des ressources de la Sécurité Sociale et des Services Publics qui en prépare la destruction. Celles et ceux qui en ont les moyens se tourneraient vers les assurances privées et le «marché», comme aux États Unis. Quant aux autres...

Il y a urgence à sortir le débat du seul cadre parlementaire et à en faire un débat de société : quel haut niveau de protection sociale revendiquer, comment réhabiliter le principe de cotisation sociale en s'attaquant à la captation des richesses par les actionnaires ? Des propositions ont été faites lors du mouvement d'opposition à la contre-réforme des retraites, lors des luttes pour la défense des hôpitaux, par la campagne pour le « 100 % Sécu »... Au NFP de s'en emparer et de mener une campagne de masse pour faire avancer ces propositions.

**Indispensable pour démasquer  
l'imposture du RN.**

## Sur le front des luttes écologiques

Malgré un écho médiatique très limité, les luttes écologiques sont toujours bien vivantes : Rassemblement «stop méga bassines» en juillet dans les Deux Sèvres ; mobilisation contre la construction de l'A69, abandon du projet de barrage sur le Rhône.

### A69 : le massacre continue

Plus de 350 ha de terres nourricières détruites, frais de déplacements fortement augmentés pour les usagers, déforestation et disparition d'espèces protégées, nuisances pour les riverains... C'est ce à quoi conduit le projet d'autoroute entre Toulouse et Castres, l'A69, chiffré à 450 M€.

Alors qu'un projet alternatif d'élargissement de la route existante, protecteur de l'environnement et chiffré à 100 M, était proposé initialement par l'État. Derrière le projet de l'A69, on trouve le groupe concessionnaire Atosca et sa nébuleuse d'actionnaires, la puissante entreprise Pierre Fabre, la CCI du Tarn, les entreprises de travaux publics, des élus locaux, de multiples conflits d'intérêts et, pour couronner le tout, la présidente PS de la Région, Carole Delga, contre l'avis de la direction nationale du PS.

Depuis 2 ans, un important mouvement d'opposition à ce grand projet inutile s'est développé à travers de nombreuses actions (avec le Collectif La Voie Est Libre, manifestations de plusieurs milliers de personnes, actions des "écureuils" établis dans les arbres pour empêcher leur abattage...). Face à cette mobilisation, la réponse de l'État est encore une fois un déploiement policier massif, la violence, des journalistes empêchés de faire leur travail, des vigiles attaquant des campements de zadistes. Dernièrement 2 écureuils ont été gravement blessés...

Plus d'infos et soutien : <https://www.lvel.fr//soutenir-la-lutte>

### Après l'arrêt du projet de barrage Rhôneergia, éviter toute nouvelle artificialisation du fleuve Rhône !

Début septembre, l'Etat annonçait qu'il renonçait au projet de barrage Rhôneergia, porté par la Compagnie Nationale du Rhône (CNR), à St Romain de Jallonas (Isère), sur la dernière partie du fleuve restée naturelle en amont de sa confluence avec l'Ain. Vieux projet des années 1980 et abandonné dès 1990, il avait été ressorti récemment par la CNR malgré l'opposition résolue de nombreux habitant·es du secteur et de toutes les associations environnementales et écologistes. Un collectif Stop barrage avait réussi en peu de temps à mobiliser très largement contre les dégâts irréversibles provoqués par cet artificialisation du fleuve, multipliant les initiatives.

C'est donc une vraie victoire pour ce collectif, qui entend malgré tout poursuivre son action pour un projet alternatif protégeant, au travers d'un plan, la biodiversité, la restauration des milieux dégradés, la valorisation des richesses du milieu et un suivi scientifique.

#### Une militante témoigne :

«Je suis allée souvent sur la ZAD. C'est un endroit très dur avec un déploiement des FDO très important. Lorsqu'on vient pour soutenir, on se fait gazer, on assiste impuissant.e à la destruction de la forêt, des arbres, de la nature. Mais il y a des moments magiques, des rencontres, de la solidarité. La nourriture partagée semble meilleure qu'à la maison. Et puis la peur ; peur de prendre une bombe lacrymogène dans le dos lorsqu'on s'enfuit, peur d'avoir mal, d'être arrêté. Et enfin la rage, celle des grands projets inutiles qui mènent à notre perte. Rage contre ces femmes et hommes politiques qui s'entêtent dans cette voie sans issue ».

## Toutes et tous dans la rue !

- ◆ Le 21 septembre, contre le le hold hup démocratique de Macron
- ◆ Le 1er octobre, avec l'intersyndicale, pour les salaires, les services publics, pour gagner l'abrogation de la contre-réforme des retraites

## La réélection de Nicolás Maduro contestée au Venezuela

Le 28 juillet dernier se déroulait l'élection présidentielle au Venezuela. Le lendemain, le président du Conseil National Electoral (CNE), annonçait que le président de la République sortant et soutenu par le Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV), Nicolás Maduro Moros, avait gagné avec 51,2 % des votes exprimés et que le candidat indépendant soutenu par l'opposition traditionnelle, la Plateforme unitaire, Edmundo González Urrutia, aurait obtenu 44,2% des votes. Ces résultats correspondaient à 80 % des votes enregistrés par le CNE. Deux jours plus tard, l'opposition publiait d'autres résultats à partir des procès verbaux des bureaux de votes. Le candidat de droite revendiquait la victoire, il aurait obtenu entre 67 % des voix. Très vite, les résultats officiels apparaissent plus que douteux pour certains dirigeants latino-américains (Brésil, Chili, Colombie, etc.) et au niveau international. Mais d'autres pays proches du pouvoir reconnaissent les résultats à l'image de la Chine, de la Bolivie, de Cuba et du Nicaragua. En l'absence d'observateurs étrangers, la probabilité d'une fraude apparaît de plus en plus évidente.

Dans le pays, après l'annonce de ces résultats, des milliers de personnes sont descendues dans les rues pour réclamer la transparence des résultats électoraux. La répression s'est intensifiée contre les manifestant-es : 2 400 arrestations ont eu lieu (dont plus de 700 détenu-es dans des prisons de haute sécurité, parmi eux de nombreux mineurs), 27 personnes ont perdu la vie, et près de 200 autres ont été blessées. Par ailleurs, des annulations de passeports ont visé des intellectuel·les, des journalistes, ainsi que d'autres opposant-es.

Sous la menace d'un emprisonnement, Edmundo González a été exfiltré pour s'exiler dans l'État espagnol. Les pressions exercées par les gouvernements de gauche de l'Amérique latine n'ont pas porté leurs fruits, et Maduro envisage d'interdire toute forme d'opposition dans les instances parlementaires, suivant le modèle de son allié, le dictateur Ortega.

ENSEMBLE! a signé un appel unitaire large à respecter la volonté du peuple vénézuélien à la suite des élections du 28 juillet dernier. Les gauches française et européenne doivent réfléchir au type de solidarité à développer envers le peuple vénézuélien et avec l'opposition de gauche qui est en train de se structurer.

Pour en savoir plus :

- *"Tout le monde sait ce qui s'est passé. Pour une approche de gauche des élections au Venezuela"*, par Yoletty Bracho
- *"Comprendre la crise au Venezuela de Maduro"*, par Pierre Mouterde et Patrick Guillaudat



## Un grand-rabbin ne devrait pas justifier les massacres de Gaza

«Plus fort que le glaive est mon esprit» : cette inscription au fronton de la synagogue de Strasbourg ne semble pas concerner H. KORSIA, le grand-rabbin de France. Condamnant sur BFM la tentative d'incendie de la synagogue de la Grande-Motte, il en a profité pour ajouter sur Israël et Gaza des commentaires indignes.

Comparant l'attaque criminelle du 7 octobre (1200 tués, civils en majorité, et 251 otages) aux crimes de guerre commis par l'armée israélienne (plus de 41 000 morts, de 100 000 blessés) : «ce n'est pas du même ordre», a assuré cet humaniste, ajoutant n'avoir «absolument pas à rougir de ce qu'Israël fait», que «tout le monde serait bien content qu'Israël finisse le boulot et qu'on puisse construire une paix enfin [...]». La paix des cimetières, amen !

L'extrême droite et l'armée israélienne mènent un génocide à Gaza : outre morts et blessés, elles détruisent systématiquement les habitations et infrastructures civiles, déplaçant, privant délibérément de soins, de nourriture et d'eau une population apeurée.

Sans aucune compassion, le grand-rabbin fait honte à son titre

religieux\*, témoignant mépris et négation d'autrui, typiques du racisme et de la mentalité coloniale. Associer judaïsme et défense d'Israël alimente l'antisémitisme en enrôlant tout juif comme complice de ses crimes. L'indispensable lutte contre l'antisémitisme\*\* passe par le soutien aux voix juives qui, en Israël et dans le monde, condamnent l'occupation coloniale et la guerre sans fin contre le peuple palestinien.

*EA de la commission Palestine/Israël*

\* Le grand-rabbin de France est la plus haute autorité du judaïsme français

\*\* L'absence de réactions officielles aux propos du rabbin interroge. Églises, associations, syndicats, partis politiques, si prompts à dénoncer l'antisémitisme, couvrent ce rabbin d'un silence pudique. L'impunité dont bénéficie l'État d'Israël s'étendrait-elle désormais à la communauté juive de France ? Seul.es le député apparenté LFI A. CARON, le Président du CFCM (Conseil français du culte musulman) et l'UJFP (Union juive française pour la paix) ont sauvé l'honneur en saisissant la Procureure de Paris pour «apologie de génocide».



ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

Pour nous contacter :

[contact@ensemble-mouvement.com](mailto:contact@ensemble-mouvement.com)

